

Formulaire pour la consultation relative à l'avant-projet de révision de la loi sur l'intégration et l'aide sociale (LIAS)

Réponse au questionnaire 1

ID de la réponse
63
Date de soumission
2019-09-08 13:51:07
Dernière page
2
Langue de départ
fr
Tête de série
247563819
Date de lancement
2019-09-08 11:26:09
Date de la dernière action
2019-09-08 13:51:07

Adresse

Nom de l'organisme
Centre Gauche - PCS
Personne de contact
Marie- Paul Bender
Téléphone
078 620 50 30
Date
2019-09-08 00:00:00

Questions

1. Le chapitre sur les dispositions générales a été complété par l'introduction d'articles sur les principes (art. 3), définitions (art. 4) et prestations (art. 5) ainsi que l'ajout d'un article permettant l'élaboration d'un rapport sur la situation sociale une fois par législature (art. 6). Êtes-vous favorable à ces modifications ?
Plutôt oui
1. Le chapitre sur les dispositions générales a été complété par l'introduction d'articles sur les principes (art. 3), définitions (art. 4) et prestations (art. 5) ainsi que l'ajout d'un article permettant l'élaboration d'un rapport sur la situation sociale une fois par législature (art. 6). Êtes-vous favorable à ces modifications ? [Commentaire]
art. 3 Ajouter l'égalité de traitement
art. 4 al.3 Ajouter le terme "financièrement" : L'unité d'assistance est l'ensemble des personnes aidées financièrement dans un dossier d'aide sociale.

2. Le chapitre sur l'organisation de l'aide sociale a été revu et des articles concernant les centres médico-sociaux (art. 8), l'organisation faîtière des CMS (art. 9) ainsi que le Service de l'action sociale (art. 12) ont été introduits. Êtes-vous favorable à la nouvelle organisation de l'aide sociale ?

Plutôt oui

2. Le chapitre sur l'organisation de l'aide sociale a été revu et des articles concernant les centres médico-sociaux (art. 8), l'organisation faîtière des CMS (art. 9) ainsi que le Service de l'action sociale (art. 12) ont été introduits. Êtes-vous favorable à la nouvelle organisation de l'aide sociale ? [Commentaire]

Les rôles sont bien définis, avec les remarques suivantes :

art. 7.1 let g ne devrait pas être délégué aux CMS, étant entendu que c'est la commune qui est lésée. Cette tâche devrait lui incomber.

art. 8.1 let b en tenant compte des évaluations déjà faites par d'autres instances (AI, chômage, etc.)

art. 8.1 let j devrait être une tâche attribuée à la commune, le CMS n'étant que le transmetteur de l'information

Art. 12.1 let j Le SAS devrait approuver les mesures d'insertion. Les CMS sont plus adaptés pour décider des mesures, meilleure connaissance des personnes.

3. Un nouveau chapitre a été introduit afin de préciser la compétence à raison du lieu. Êtes-vous favorable à l'ajout de ces dispositions ?

Oui

3. Un nouveau chapitre a été introduit afin de préciser la compétence à raison du lieu. Êtes-vous favorable à l'ajout de ces dispositions ? [Commentaire]

Très bien.

4. Le chapitre 4 regroupe les différents instruments du dispositif d'aide sociale, à savoir notamment le contrat d'insertion (art. 18), la collaboration (art. 19), le médecin conseil et médecin-dentiste conseil (art. 20), les inspecteurs spécialisés (art. 21) et le système de gestion électronique des données (art. 22). Êtes-vous favorable à la mention et à l'introduction de ces instruments ?

Plutôt oui

4. Le chapitre 4 regroupe les différents instruments du dispositif d'aide sociale, à savoir notamment le contrat d'insertion (art. 18), la collaboration (art. 19), le médecin conseil et médecin-dentiste conseil (art. 20), les inspecteurs spécialisés (art. 21) et le système de gestion électronique des données (art. 22). Êtes-vous favorable à la mention et à l'introduction de ces instruments ? [Commentaire]

art. 18 en tenant compte des compétences des personnes bénéficiaires de l'aide sociale et de la situation économique.

Attention à ce que les contrats d'insertion n'entrent pas en concurrence avec l'économie (utilisation de bénévoles au lieu de salariés).

Art. 22 Ne faudrait-il pas être plus clair sur les données échangées ?

5. Êtes-vous favorable à l'ajout des deux nouveaux chapitres concernant la prévention sociale et l'aide personnelle (non financière) ?

Oui

5. Êtes-vous favorable à l'ajout des deux nouveaux chapitres concernant la prévention sociale et l'aide personnelle (non financière) ? [Commentaire]

6. Êtes-vous favorable au renforcement des mesures d'insertion socio-professionnelle et au transfert de compétence décisionnelle à l'Etat dans ce domaine ?

Oui

6. Êtes-vous favorable au renforcement des mesures d'insertion socio-professionnelle et au transfert de compétence décisionnelle à l'Etat dans ce domaine ? [Commentaire]

Le fait d'élargir l'insertion à des organismes ou employeurs privés est apprécié. Cela ouvre les possibilités d'insertion.

7. Êtes-vous favorable à la nouvelle mouture du chapitre concernant l'aide matérielle, en particulier les mentions d'aide ordinaire, aide réduite et aide d'urgence et à leur contenu ?

Plutôt oui

7. Êtes-vous favorable à la nouvelle mouture du chapitre concernant l'aide matérielle, en particulier les mentions d'aide ordinaire, aide réduite et aide d'urgence et à leur contenu ? [Commentaire]

En rajoutant à l'art. 28 al. 5 l'expression "au minimum".

..., en tenant compte au minimum des recommandations ...

art. 33 let j Question sur l'accès au logement. Ne s'agit-il pas d'un droit personnel ? Un fonctionnaire de l'Etat peut-il exiger cet accès ?

art. 39 let f supprimer

8. Êtes-vous favorable à la réduction, voire la suppression, de l'aide en cas de dessaisissement de fortune (art. 32) ?
Plutôt oui
8. Êtes-vous favorable à la réduction, voire la suppression, de l'aide en cas de dessaisissement de fortune (art. 32) ? [Commentaire]
Délai raisonnable, appliqué avec discernement.
Dessaisissement, sous réserve de l'aide d'urgence.
9. Êtes-vous favorable au maintien du remboursement de l'aide sociale à l'exception du retour à meilleure fortune suite à la reprise d'une activité lucrative afin de notamment favoriser la réinsertion des bénéficiaires et les encourager à retrouver leur autonomie financière ?
Plutôt oui
9. Êtes-vous favorable au maintien du remboursement de l'aide sociale à l'exception du retour à meilleure fortune suite à la reprise d'une activité lucrative afin de notamment favoriser la réinsertion des bénéficiaires et les encourager à retrouver leur autonomie financière ? [Commentaire]
A noter que le canton du Valais est quasiment seul à demander le remboursement.
10. L'avant-projet prévoit un délai de prescription de 10 ans pour le remboursement des prestations d'aide sociale, conformément aux délais du code des obligations (art. 56). Êtes-vous favorable à ce nouveau délai de prescription ?
Oui
10. L'avant-projet prévoit un délai de prescription de 10 ans pour le remboursement des prestations d'aide sociale, conformément aux délais du code des obligations (art. 56). Êtes-vous favorable à ce nouveau délai de prescription ? [Commentaire]
Le retour aux 10 ans est apprécié.
11. Êtes-vous favorable aux nouvelles dispositions sur la protection des données et l'échange d'informations ?
Oui
11. Êtes-vous favorable aux nouvelles dispositions sur la protection des données et l'échange d'informations ? [Commentaire]
12. Êtes-vous favorable aux articles concernant les enquêtes sur l'obtention illicite des prestations d'aide sociale ?
Plutôt oui
12. Êtes-vous favorable aux articles concernant les enquêtes sur l'obtention illicite des prestations d'aide sociale ? [Commentaire]
Pour autant que les investigations ne soient pas supérieures au dommage.
Note art. 69 let b trop flou, risque d'abus. A supprimer.
13. Êtes-vous favorable à l'introduction de dispositions pénales cantonales réprimant certaines infractions non couvertes par le droit fédéral ?
Non
13. Êtes-vous favorable à l'introduction de dispositions pénales cantonales réprimant certaines infractions non couvertes par le droit fédéral ? [Commentaire]
Art. 70 al. 2 N'est-il pas du droit de pouvoir refuser l'accès à son logement, sans mandat ?
Art. 72 al. 2 Ne pas payer ses dettes ne relève pas du droit pénal
14. La législation actuelle ne correspondant plus aux besoins, les articles relatifs au financement des organisations à caractère social ont été complètement repensés sur la base de la pratique en vigueur. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles liés aux organisations à caractère social ?
Oui
14. La législation actuelle ne correspondant plus aux besoins, les articles relatifs au financement des organisations à caractère social ont été complètement repensés sur la base de la pratique en vigueur. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles liés aux organisations à caractère social ? [Commentaire]
15. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles concernant la répartition des frais entre l'Etat et les communes ?
Oui
15. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles concernant la répartition des frais entre l'Etat et les communes ? [Commentaire]

16. Autres observations, remarques ou propositions :

Cette loi définit bien les rôles entre les divers acteurs. Dans ce sens, elle est bien accueillie. L'ajout des chapitres prévention sociale et aide personnelle est positif, mais il va falloir s'en donner les moyens. C'est une reconnaissance du travail des assistants sociaux qui peuvent intervenir en amont, avant l'aide financière.

Il faudra éviter les inégalités de traitement entre bénéficiaires :

- aide au loyer qui varie selon les communes, sans explication économique réelle;
- déplacements (régionaliser implique des frais pour les bénéficiaires éloignés géographiquement des centres).

Le Centre Gauche-PCS remercie le Département pour le travail fourni.